

*Le budget*

Il n'y a pas une autre industrie où ce fait m'est apparu aussi clairement que celle de la transformation des aliments. L'industrie de la transformation des aliments est en chute libre au Canada à cause de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. En réalité, quelque 18 000 emplois ont été perdus et environ 70 usines de transformation ont fermé leurs portes au Canada.

Le gouvernement a pris une bonne mesure il y a quelques années. Il a formé un conseil sur la compétitivité dans le secteur agro-alimentaire afin d'étudier les problèmes de cette industrie qui était en train de s'effondrer.

Il est intéressant de noter qu'environ deux semaines avant l'exposé budgétaire, le conseil a recommandé, pour donner un peu de vigueur à cette industrie et tenter d'empêcher le départ des entreprises et des usines vers les États-Unis, l'Europe ou le Mexique, de doubler la déduction pour investissement dans le cas de nouvelles usines productives.

• (1530)

Il recommandait qu'on la double, qu'on la fasse passer de 25 p. 100 à 50 p. 100 et que le même taux s'applique chaque année. En fait, le budget ne prévoit qu'une hausse de 5 points du pourcentage de la déduction d'amortissement du matériel. Donc, au lieu d'avoir un amortissement de 50 p. 100 du coût du matériel années après années, on a une augmentation de 5 points ce qui, comme le reste, n'aura aucun effet.

Je pense que rien ne peut démontrer aussi bien les problèmes du budget et les problèmes de notre pays que cette recommandation d'un organisme indépendant nommé par le gouvernement.

Je voudrais demander au député s'il voit ce genre de minuscules améliorations comme totalement inefficaces pour résoudre l'implosion que nous vivons dans le secteur des industries de fabrication et de transformation de ce pays.

**M. MacLaren:** Le député a raison. Nous avons vu quelques mesures dans le budget. Ce sont des mesures qui, de façon modeste, vont dans la bonne direction mais qui, finalement, ne donnent pas grand-chose. Elles ne règlent pas la question fondamentale à laquelle l'industrie canadienne est confrontée aujourd'hui, c'est-à-dire sa capacité d'adaptation à une économie mondiale.

Au lieu de l'aide à l'adaptation dont nous avons besoin, nous avons, ici et là, de légers rajustements fiscaux ou de petites dépenses fiscales qui ne suffisent pas pour rendre l'industrie canadienne compétitive.

Le député sait que dans le cas, par exemple, de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, le gouvernement a choisi de suivre la moitié des recommandations de la Commission MacDonald.

Cette commission conseillait au Canada de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le gouvernement a choisi d'ignorer l'autre moitié de ses recommandations, à savoir, que, parallèlement à cet accord, il devait adopter les politiques nécessaires pour rendre le Canada compétitif.

On dirait que le gouvernement a été en quelque sorte frappé d'amnésie à cette étape-là. Il a oublié. Il n'a pas vu cette partie des recommandations de la Commission MacDonald.

Les opinions sur l'efficacité de l'Accord de libre-échange peuvent varier, mais je pense que d'aucuns pourraient attribuer l'échec fondamental de l'Accord de libre-échange à l'échec fondamental du gouvernement canadien à mettre en place les programmes qui auraient permis aux travailleurs et aux entreprises du Canada de devenir compétitifs sur le marché américain.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est chose faite, mais les mêmes questions se posent toujours pour les Canadiens et l'industrie canadienne.

Le gouvernement, après avoir libéralisé les échanges commerciaux, s'est démis de son autre responsabilité. Il s'est dit prêt à réduire ou à éliminer les barrières, mais pas à offrir aux Canadiens le leadership nécessaire pour les rendre compétitifs.

Qu'a-t-il fait pour améliorer le système d'éducation, de formation et de recyclage? Pour favoriser la recherche et le développement au Canada? Pour éliminer les barrières internes afin de rendre le Canada plus efficace et plus compétitif sur la scène internationale?

L'exemple de la transformation des aliments dont parle le député est classique. Le gouvernement a éliminé les barrières. Puis il a dit qu'il regrettrait de ne pouvoir nous aider à devenir plus compétitifs dans le secteur de la transformation des aliments, qu'il ne nous donnera aucun leadership, aucun encouragement fiscal, aucune formation, ni aucun recyclage. Qu'il ne nous donnera pas le